

Al-Qaida au Maghreb Islamique (AQMI)

11 janvier 2011

Jean-Luc Marret, Maître de recherche, Fondation pour la Recherche stratégique, et Senior Fellow, CTR-SAIS, Johns Hopkins University

jl.marret@frstrategie.org

La récente opération militaire pour libérer deux otages français (enlevés en plein Niamey, exécutés à la « zone frontalière Niger-Mali »¹) et marquer un coup d'arrêt coercitif contre les enlèvements de ressortissants occidentaux, succède pour notre pays à un certain nombre d'événements dramatiques perpétrés par AQMI, entendue ici au sens large, dans la zone sahélienne :

- enlèvement et exécution ou décès en captivité d'un otage (M. Germaneau)²,
- enlèvement de travailleurs expatriés (employés par Areva et Satom à Arlit, Niger)³,
- emploi d'engins explosifs improvisés contre des bâtiments diplomatiques (Ambassade de France au Mali et, plus tôt, à Nouakchott, en Mauritanie, juillet 2009)⁴.
- sans compter l'habituel nombre inconnu de micro-attentats non médiatisés ou des tentatives infructueuses, etc.

AQMI est une organisation actuellement en déclin en Algérie, en particulier en raison des coups de boutoir et des réussites sécuritaires des autorités algériennes. Son émir général, récemment encore et régulièrement annoncé pour mort, vient d'être condamné à mort par contumace par le tribunal criminel près la cour pénale de Boumerdès (Algérie)⁵. AQMI ne contrôle plus les zones que les Groupes Islamiques Armés, voire le GSPC⁶, contrôlaient plus ou moins régulièrement dans les années 1990. Au moment où l'Algérie connaît une crise liée à l'inflation qui court sur

¹ <http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2011/01/10/niger-que-sest-il-exactement-passe-samedi/> ; http://www.elwatan.com/depeches/otages-francais-tues-deux-combattants-d-aqmi-captures-lors-du-raid-11-01-2011-106741_167.php

² http://www.marianne2.fr/blogsecretdefense/AQMI-l-otage-Michel-Germaneau-est-mort-de-maladie-faute-de-medicaments_a93.html

³ <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALEqM5jSYLVN8aCccPA2L2ZFpUbV833-lw?docId=CNG.75540d230f28871ee45f7160aefa7e9e.6b1>

⁴ <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALEqM5j3E6HPOIbvSKuwPqm78ykM4-K2ug?docId=CNG.c70fcbd86685a7147c51d7668989b688.7c1>

⁵ http://www.elwatan.com/une/boumerdes-peine-capitale-pour-abdelmalek-droukdel-et-15-de-ses-acolytes-11-01-2011-106747_108.php

⁶ Groupe salafiste pour la prédication et le combat, selon la traduction imparfaite mais usuelle française.

des produits alimentaires essentiels, et, sans doute, aux inégalités structurelles du régime, en particulier un partage insuffisant de la rente pétrolière ou gazière, il est intéressant de constater que la mouvance islamiste ne semble pas capable de récupérer à son profit la colère de la jeunesse, pas plus AQMI que des éléments plus politiques comme Abassi Madani, depuis son exil, ou Ali Belhadj, les dirigeants historiques du FIS⁷.

Le Sahara

Autre zone d'activité de l'organisation, celle qui a peut-être le plus d'avenir pour elle, le Sahara, est toutefois loin d'être ce sanctuaire (*safe haven*) ou « espace ingouverné » (*ungoverned territory*) analysé par certains experts. C'est au contraire un espace de vie et d'échanges qui a certes été largement façonné par la colonisation, mais qui existait avant cela et dont certains éléments, toujours perceptibles, influencent la réalité actuelle, y compris AQMI. Ainsi, au début du XXe siècle, le Sahara était composé de plusieurs espaces :

- les cités, capitales régionales, plus ou moins indépendantes, parfois culturellement attractives et prestigieuses, et parfois protégées par des troupes nomades et guerrières. De telles cités, dans l'inconscient jihadiste, incarnent parfois une sorte de paradis perdu. Un groupe mauritanien affilié à AQMI récemment démantelé faisait ainsi référence avec son nom au « pays de Chinguetti », du nom de cette ville qui était voici 300 ans un *ksar* prestigieux et un centre culturel sur la route empruntée alors par les pèlerins pour aller à la Mecque, avant de péricliter au XIXe siècle.
- les zones de nomadisation de clans ou fédérations/confédérations de clans. Aujourd'hui, certains militants d'AQMI, par le biais de mariages par exemple, tirent profit de tels liens et solidarités de plusieurs décennies.
- les territoires intermédiaires entre les zones précédentes, zones au climat et à la géographie peu hospitalières, à la démographie inexistante (spécialement avec l'exode rural actuel et, demain, le réchauffement climatique), comme l'erg du Ténéré, l'erg ach-Chech (entre la Mauritanie et le Mali) ou l'Adra des Ifoghas au nord du Mali.

Pour toutes ces raisons – recul en Algérie du nord, poids de l'histoire et de la géographie, spécificités socioculturelles locales, le désert saharien et en deçà, les Etats africains limitrophes, ont par conséquent constitué une opportunité indéniable pour AQMI. Certains éléments indiquent même un début de « sanctuarisation » au nord du Mali.

De surcroît, circonstance favorable supplémentaire, la zone sahélienne est traversée de flux informels multiples, au milieu desquels AQMI peut prospérer dans une sorte de relation symbiotique complexe. Certains sont traditionnels, voire ancestraux (ainsi les Touaregs, à la fois défi et solution au problème AQMI), d'autres plus récents (la drogue ou l'immigration clandestine) qui passent parfois par les mêmes axes routiers en provenance de pays plus

⁷ <http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jsWCnA5ee3Aj2boFsKIEJgA-wrMA?docId=CNG.b1c5a3f94104496d6ffbdedd37f0f820.61>

méridionaux comme la Guinée-Bissau (par exemple Dakar (Sénégal) ; Nouakchott (Mauritanie) ; Akjouj-Atar-Zouerat-Bir-Mogren (Mauritanie) et l'Europe, via le Maroc (par les camps réfugiés sahraouies *et alii*⁸, voire l'Algérie). La présence d'AQMI au nord du Mali, dans la zone entre Tessalit-Tin-Kan (Timétrine)-Kidal-Aghelhok, n'est toutefois ni nouvelle ni spontanée. Des militants radicaux algériens en fuite, souvent liés à l'AIS (Armée islamique du salut) trouvèrent refuge dans la zone, proche de la frontière sud de l'Algérie, au début des années 1990. D'autres, présents sur zone de longue date, en particulier pour des activités de trafics illégaux, ont fini par fonder des familles dans des clans Touaregs ou autre.

Drogue et jihadisme

Le corpus théorique et le comportement jihadiste n'ont jamais été unanimes au sujet de la vente de stupéfiants. Certains jihadistes considèrent la drogue (Haschich/*Zetla/Ach-chira*), même douce, comme *haram*, c'est-à-dire contraire aux préceptes de l'Islam, d'autres, plus pragmatiquement, considèrent que la drogue est destinée aux Occidentaux, et que par conséquent elle doit être promue, transportée, commercialisée, directement ou indirectement (sous la forme par exemple d'un « impôt »). Dès lors, sur cette base, certains réseaux locaux plus ou moins jihadistes, affiliés à AQMI en des liens variables, voire saisonniers, pourront avoir une action minimale de soutien aux trafiquants de drogue (mais avec prélèvement d'une dîme, voire plus). Il faut noter toutefois que les preuves sont toujours difficiles à réunir et qu'il est bien possible que certains Etats ou services policiers, locaux ou non, soient plus enclins que d'autres à dénoncer cet aspect comme constituant pleinement une source de financement structurel des réseaux AQMI ou d'organisations d'opposition comme par exemple le POLISARIO⁹.

Facteurs ancestraux et nouvelles technologies – AQMI, organisation « globale » : low-tech, high-tech

AQMI est une organisation « globale », engagée dans un jihad local, et qui est influencée par des formes radicales locales, mais qui est ouverte aux technologies globalisées et au corpus jihadiste lui aussi globalisé. A titre d'exemple, le raid mené contre une de ses cellules en juillet 2010, dans le cadre de la libération de M. Germaneau, a montré en plein ce côté hybride d'AQMI : L'organisation utilise des 4x4 pick-up robustes et largement répandus dans la toute zone, utilisant de l'essence (plutôt que du gasoil), rare sur la zone, mais ses militants apprécient les technologies modernes courantes (comme la téléphonie cellulaire), l'imagerie satellitaire civile ou la géolocalisation, tout en maîtrisant les pratiques locales ancestrales de vie dans le désert (enterrement des vivres, eau et carburant), utilisant des matériaux offerts par le terrain pour construire des huttes temporaires pour la nuit.

⁸<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jMF75ldgZyoL6wtN9fODhCoznmSg?docId=CNG.f129ca9127f6f60cfad6740b626c646d.9d1>. <http://www.yabiladi.com/articles/details/4021/polisario-tout-lien-avec-al-qaida.html>

⁹<http://www.yabiladi.com/articles/details/4021/polisario-tout-lien-avec-al-qaida.html>

Le « marché » des otages occidentaux et locaux

Si l'enlèvement est une pratique classique du terrorisme, les prises d'otages qui ont lieu dans la zone sont aussi, en réalité, une pratique ancestrale. Elle a de nombreux avantages pour AQMI : elle permet d'acheter des solidarités locales, d'obtenir de discuter au moins médiatiquement avec des Etats (légitimation), financer ses militants (dont certains sont en réalité ce qu'il faut bien appeler des militants saisonniers ou temporaires) et acheter du matériel de communication et de l'armement (une Kalachnikov coûte 300-400 dollars dans la région de Nouakchott) :

- l'enlèvement est une action classique du terrorisme. Elle a toutefois récemment évolué dramatiquement dans la pratique des prises d'otages massives type « théâtre de Moscou ». Ici, en l'espèce, les modalités comme les finalités sont différentes. Il s'agit pour AQMI soit d'obtenir des fonds en s'en prenant à des cibles faciles, les ressortissants expatriés, soit de mobiliser les médias occidentaux en vertu du principe cynique qu'un otage occidental attire davantage l'attention qu'un otage local. C'est ainsi que la détention régulière de nombreux otages par AQMI, ou de prétendus militants liés à AQMI en Algérie ou ailleurs (Mali, Mauritanie), etc., n'a eu aucun impact médiatique en Europe.
- des sources ouvertes indiquent régulièrement que les *katibat*¹⁰ d'AQMI dans le désert auraient des intérêts et des valeurs parfois divergentes, voire concurrentielles. Une telle réalité paraît de nature à faire coexister au sein d'AQMI une dimension entrepreneuriale et militante des enlèvements. Elle est aussi, sans doute, pour ceux qui tentent d'obtenir la libération des otages, une source de complexité.
- pour autant, la pratique de faire des otages et d'obtenir des rançons a été très répandue dans la zone saharienne/sahélienne (*Bilad al-Sudan* occidental et central) et de nombreux juristes coraniques locaux ont débattu de ce sujet dans la période médiévale (par exemple Muhammad al-Maghili au XVe siècle ou Ahmed Baba at-Timbukti au XVIe siècle). La rançon elle-même était souvent considérée comme l'ultime assurance de vie pour les otages locaux musulmans¹¹, voire les Chrétiens¹².
- les rançons obtenues (de l'ordre de 50 millions d'euros au total, selon les autorités algériennes), représentent pour AQMI et toute personne qui peut leur « vendre » de tels otages une source de revenu primordiale, encore que ce chiffre soit un maximum théorique dont il convient de soustraire certaines « charges » (par exemple, certains

¹⁰ Que nous traduirons schématiquement ici par « section » – littéralement « groupe de chevaux », même racine que *kitab*, livre, groupe de pages.

¹¹ Voir par exemple : R. Roberts, *Warriors, Merchants, and Slaves*, Stanford, Stanford University Press, 1987.

¹² Michel Fontenay, « Le Maghreb barbaresque et l'esclavage méditerranéen aux XVIe - XVIIe siècles », *Les Cahiers de Tunisie* (1991): 7-44.

médiateurs représentant AQMI ?). Une telle somme doit être cachée ou stockée (d'où il ressort que la question de la traçabilité des fonds est primordiale), mais est indéniablement de nature à renforcer AQMI en lui permettant d'acheter du matériel militaire ou de corrompre des fonctionnaires, policiers ou militaires dans une zone en transition économique où la corruption paraît endémique¹³.

- la France n'a pas sur le terrain cette tradition américaine du « compound », un lieu sécurisé où vivent ses ressortissants, en particulier les employés des compagnies américaines. Ce trait a des avantages (en particulier une meilleure insertion dans les populations locales) ; il a aussi de forts inconvénients avec une organisation telle qu'AQMI. Face à la situation qui prévaut au Sahel, le gouvernement français a communiqué à ses ressortissants au Sahel des recommandations de prudence¹⁴. Le nombre des Français vivant en Mauritanie est estimé à 2 115, 4 330 pour le Mali et 1 550 pour le Niger¹⁵. On notera toutefois que certaines compagnies françaises paraissent adopter de nouveaux comportements sur zone ou s'entourer de compétences spécifiques, par exemple Areva.

Les principales dates d'Al-Qaïda au Maghreb islamique, Associated Press, 26 juillet 2010

2006

- Décembre: le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) fait allégeance au réseau international d'Oussam ben Laden et devient Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

Le GSPC est né en 1992 et s'est rapidement taillé une réputation de violence extrême, y compris contre les civils, dans le contexte de la guerre civile (1992-2000) qui a fait jusqu'à 200.000 morts après l'annulation des élections législatives remportées par le Front islamique du salut (FIS).

Rejetant la politique de réconciliation nationale du président Abdelaziz Bouteflika, le groupe a continué à attaquer les forces de sécurité avant de s'en prendre de plus en plus souvent aux Occidentaux, d'étendre son rayon d'action au-delà des frontières algériennes et d'adopter des méthodes d'Al-Qaïda, comme l'attentat-suicide.

¹³ <http://digital.lib.msu.edu/projects/africanjournals/pdfs/political%20science/volume7n1/ajps007001004.pdf> ; <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/WBI/EXTWBI/GOVANTCOR/0,,contentMDK:20725263~menuPK:1977002~pagePK:64168445~piPK:64168309~theSitePK:1740530,00.html>

¹⁴ http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs_909/pays_12191/niger_12300/index.html

¹⁵ <http://www.legriot.info/949-sahel-les-francais-en-alerte-generale/>

2007

- 11 avril: 33 morts à Alger dans une série d'attentats-suicide aux abords du palais du gouvernement et d'un immeuble de la police.
- 6 septembre: 22 morts dans un attentat à Batna, dans l'Est algérien, avant l'arrivée du président Abdelaziz Bouteflika.
- 8 septembre: 28 morts dans un attentat à la voiture piégée contre des garde-côtes à Dellys, dans le nord de l'Algérie.
- 11 décembre: attentat contre le siège des Nations unies à Alger: 37 morts, dont 17 employés de l'ONU.
- 24 décembre 2007: quatre Français d'un groupe de cinq sont dévalisés puis tués sur une route mauritanienne près d'Aleg (255km au sud de la capitale). Trois Mauritaniens se réclamant d'AQMI seront condamnés à mort le 25 mai 2010 à Nouakchott.

2008

- 22 janvier: quatre touristes occidentaux sont enlevés entre le Niger et le Mali. Trois seront relâchés par la suite mais le Britannique Edwin Dyer est exécuté le 31 mai 2009 pour punir Londres d'avoir refusé de relâcher un imam extrémiste.
- 22 février: enlèvement de deux touristes autrichiens en vacances en Tunisie. Ils seront libérés le 31 octobre au Mali.
- 19 août: 43 morts dans un attentat-suicide contre une école de gendarmerie à l'est d'Alger; 12 morts dans un double attentat à la voiture piégée contre des militaires et un bus à Bouira.
- 14 décembre 2008: l'envoyé spécial de l'ONU pour le Niger, Robert Fowler, et son assistant, Louis Guay, sont enlevés au Niger avec leur chauffeur. Le chauffeur sera libéré en mars 2009 et les deux diplomates le 22 avril, avec deux femmes

2009

- 23 juin: accusé de prosélytisme chrétien, un employé humanitaire américain de 39 ans, Christopher Ervin, est assassiné à Nouakchott, la capitale mauritanienne.
- 4 juillet: 28 soldats sont tués dans l'attaque d'un convoi militaire dans le nord du Mali.

- 29 juillet 2009: 14 morts dans une attaque contre un convoi militaire imputée à AQMI dans le nord de l'Algérie.

- 8 août: un attentat-suicide près de l'ambassade de France à Nouakchott fait un mort, le kamikaze, et trois blessés légers, dont deux gendarmes français.

- 26 novembre: Pierre Camatte, responsable de l'organisation humanitaire Icare, est enlevé à Menaka, dans le nord-est du Mali, près de la frontière avec le Niger. Il sera détenu pendant trois mois par AQMI dans le désert malien avant de retrouver la France le 25 février 2010. Paris assure ne pas avoir versé de rançon.

Sa libération engendre des tensions diplomatiques dans la région car elle intervient peu après la satisfaction des revendications d'AQMI, à savoir la remise en liberté de quatre de ses membres détenus au Mali, dont deux Algériens dont leur pays demandait l'extradition.

- 29 novembre: trois employés d'une organisation humanitaire espagnole -Albert Vilalta, Roque Pascual et Alicia Gamez- sont enlevés en Mauritanie puis transférés dans un camp d'AQMI au Mali voisin, selon un responsable mauritanien. Alicia Gamez sera libérée le 10 mars 2010 et rentrera en Espagne le 12. AQMI affirme l'avoir relâchée parce qu'elle s'est convertie à l'islam. Les deux autres sont toujours détenus.

- 19 décembre: un couple d'Italiens, Sergio Cicala et son épouse Philopene Kabore, sont enlevés en se rendant au Burkina Faso. Ils seront relâchés le 16 avril 2010.

2010

- 20 avril: Michel Germaneau, retraité français de 78 ans qui travaille pour une organisation humanitaire, est enlevé dans le nord du Niger. Le 11 juillet, AQMI menace de l'exécuter sous deux semaines si la France ne répond pas à sa demande d'échange de prisonniers.

- 30 juin: onze gendarmes sont tués dans le sud de l'Algérie dans une embuscade imputée à AQMI.

- 25 juillet: AQMI annonce avoir exécuté Michel Germaneau en représailles à la mort de six djihadistes dans un raid franco-mauritanien contre un camp du groupe terroriste à la frontière entre la Mauritanie et le Mali. Le 26, le président français Nicolas Sarkozy confirme ce qu'il qualifie d'"assassinat programmé" et d'"acte barbare".

POUR ALLER PLUS LOIN :

- Sur l'espace saharien, entre modernité et tradition
Marceau Gast, « Un espace sans frontières : le Sahara », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, N°48-49, 1988, pp. 165-172
(http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/remmm_0035-1474_1988_num_48_1_2235).
- Sur l'Algérie et sa société
Luis Martinez, *Violence de la rente pétrolière: Algérie – Irak – Libye*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 2010, 229 p.
- Sur la drogue, on consultera avec profit les liens suivants :<http://themoornextdoor.wordpress.com/2010/06/09/cocaine-and-west-africa/>
(La carte présentée ici est pour l'essentiel une illustration pédagogique des travaux de l'UNODC accessible par le lien :<http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Drug-Trafficking-WestAfrica-French.pdf>)
- Sur la dimension historique de la dissidence des Touaregs au Mali, dans une zone d'activité d'AQMI
Georg Klute, « Hostilités et alliances. Archéologie de la dissidence des Touaregs au Mali », *Cahiers d'études africaines*, Vol. 35, N°137, 1995, pp. 55-71
(http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/cea_0008-0055_1995_num_35_137_2023)
- Sur les forces spéciales françaises (Commandement des Opérations Spéciales (COS) et autres), voir le site non-officiel : <http://le.cos.free.fr/accueil.htm> et les sites dédiés aux régiments français d'élite.
- Sur l'action américaine dans la zone sahélienne (introduction) (GWOT- Guerre contre la terreur), voir par exemple
Baz Lecocq et Paul Schrijver, « The war on terror in a haze of Dust : Potholes and pitfalls on the Saharan front », *Journal of Contemporary African Studies*, 25, 1, Jan. 2007
(<http://www.kidal.info/docs/War-on-Terror-JCAS.pdf>)

US Senate Committee on Foreign Relations, *Examining US counterterrorism priorities and strategy across Africa's Sahel region*, 17 novembre 2009
(<http://foreign.senate.gov/hearings/hearing/?id=66c13385-b3a6-c6b0-5986-13f5f9c27ab4>)